

Côte d'Ivoire - Prochaine mise en place d'une commission vérité, dialogue et réconciliation

Comme le ministre d'État a eu l'occasion de le dire à Kofi Annan le 29 avril, nous saluons la prochaine mise en place d'une commission " vérité, dialogue et réconciliation ", ainsi que la visite de Mary Robinson, de Koffi Annan, et de Mgr Desmond Tutu pour promouvoir l'apaisement et la réconciliation après la crise postélectorale.

Nous saluons également l'engagement du président Ouattara qui a fait de la réconciliation de tous les Ivoiriens, qui n'exclut pas le jugement des coupables d'exactions, une priorité.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 12:52:32

Suspension par Israël d'un transfert de fonds à l'Autorité palestinienne

Les autorités israéliennes ont reporté une rencontre avec l'Autorité palestinienne relative au versement des taxes perçues par Israël pour le compte du budget palestinien. C'est regrettable.

Ces fonds reviennent en effet de droit à l'Autorité palestinienne, en vertu des accords d'Oslo et du protocole de Paris.

La France appelle les gouvernements israélien et palestinien à poursuivre leur coopération, déjà très avancée, dans tous les domaines, et à éviter en la matière des décisions non concertées et qui seraient de nature à freiner les réformes.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 12:51:41

Yémen - Refus d'Ali Abdallah Saleh de signer l'accord de transition proposé par le CCEAG

La France regrette le refus d'Ali Abdallah Saleh de signer l'accord de transition proposé par le Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe. C'est une occasion perdue de trouver une issue politique à la crise que traverse le Yémen depuis plusieurs mois.

Nous remercions le CCEAG pour tous ses efforts et nous soutenons pleinement la poursuite de sa médiation et le plan de transition qu'il a proposé, qui a été accepté par les parties, et qui est aujourd'hui la meilleure voie permettant une solution pacifique et ordonnée à la crise yéménite, préservant l'unité, la sécurité et la stabilité du pays.

Nous appelons toutes les parties yéménites à rester pleinement engagées en faveur d'une telle solution.

Nous demandons une nouvelle fois aux autorités en place d'éviter tout usage de la force à l'encontre de manifestants pacifiques.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 11:37:44

Syrie - Nouvelle répression meurtrière

La France condamne la répression qui a fait des dizaines de morts. Cette répression exercée par les autorités de Damas contre les manifestants syriens s'est intensifiée cette fin de semaine.

La France condamne tout aussi fermement la campagne d'arrestations à laquelle procèdent les autorités syriennes et dénonce en particulier l'arrestation du docteur Hazem al Nahar et celle de l'avocat Hassan Abdelazim.

Les autorités syriennes doivent engager un dialogue politique avec toutes les forces pour trouver une issue à la crise que traverse la Syrie.

Au plan international, la France poursuit ses efforts aussi bien au Conseil de sécurité et au conseil des droits de l'Homme des Nations unies qu'au niveau de l'Union européenne en vue de l'adoption de sanctions.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 11:33:59

PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

La France adresse ses remerciements à la présidence colombienne du Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est achevée le 30 avril. Sous présidence de la Colombie, le Conseil a notamment intensifié ses efforts sur la priorité que constitue la stabilisation d'Haïti.

Depuis le 1er mai, la France préside le Conseil de sécurité pour un mois. La présidence française du Conseil de sécurité portera une attention particulière à la situation en Afrique. Le Conseil effectuera une mission en Afrique orientale (Kenya, Sud-Soudan, Soudan, Ethiopie) et tiendra un débat le 18 mai sur la République démocratique du Congo.

En ce qui concerne la crise en Libye, le Procureur de la Cour pénale internationale présentera le 4 mai au Conseil de sécurité les éléments préliminaires de l'enquête qu'il conduit, en application de la résolution 1970, s'agissant des allégations de crimes commis en Libye après le 15 février 2011. Le Conseil de sécurité étudiera par ailleurs le rapport de Jean-Marie Guéhenno sur le développement des capacités civiles dans les pays en situation d'après conflit.

Les principaux événements de la présidence française du Conseil de sécurité seront présentés sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères et européennes (www.diplomatie.gouv.fr) ainsi que sur celui de la représentation permanente de la France auprès des Nations unies (www.franceonu.org).

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 11:31:21

SCHENGEN - Démarche franco-italienne sur les questions migratoires

Le président de la Commission vient de répondre à la lettre conjointe que le président de la République et le président du Conseil italien lui avaient adressée depuis Rome, le 26 avril, au sujet des questions migratoires en Méditerranée.

Le président Barroso salue la démarche franco-italienne comme une contribution importante aux débats qui sont en cours sur ces questions et qui seront traités par les chefs d'État et de gouvernement eux-mêmes, au prochain Conseil européen, fin juin.

Cette réponse du président de la Commission constitue un développement que nous jugeons positif. Elle souligne ainsi la convergence de vues de cette institution avec les propositions franco-italiennes.

Annonçant aussi la communication qu'adoptera le collège des Commissaires, ce mercredi 4 mai, José-Manuel Barroso insiste, dans son courrier, sur un partenariat renforcé avec les pays de la rive Sud de la Méditerranée pour contenir la pression migratoire, le soutien européen décisif à la reconstruction économique de ces pays ne pouvant se concevoir sans une action déterminée de ces mêmes pays pour prévenir l'émigration irrégulière et pour réadmettre les migrants illégaux.

La Commission propose également la refonte du régime européen d'asile et, surtout, un sensible rehaussement des capacités et des moyens d'action de l'agence Frontex.

Enfin, elle considère que, dans le cadre du nécessaire renforcement de la gouvernance du système Schengen, le rétablissement temporaire des contrôles aux frontières peut, lorsque les conditions en sont réunies, contribuer à répondre aux problèmes sur tous ces points.

Par DCP porte-parolat (DCP), le 02/05/2011 à 11:23:52

Ouverture du forum Convergences 2015 à l'Hôtel de Ville de Paris par Henri de Raincourt (3 mai)

Henri de Raincourt, ministre chargé de la Coopération, interviendra à l'occasion de la séance d'ouverture du 4e forum annuel "Convergences 2015", le mardi 3 mai 2011, à l'Hôtel de Ville de Paris.

Organisé par l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED), le Crédit Coopératif et la Mairie de Paris, le forum Convergences 2015 rassemble près de 2 000 acteurs du développement pendant trois jours à l'Hôtel de Ville de Paris. Il a pour but d'unir les initiatives visant à participer à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et de promouvoir une économie davantage tournée vers le développement social.

Lors de son intervention, le ministre développera les principaux aspects de la politique française de coopération et rappellera l'importance de la poursuite de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

Les huit OMD, adoptés en 2000 par 189 États membres de l'ONU, fixent les axes prioritaires à atteindre en 2015 dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'amélioration de l'accès à la santé et de la promotion d'un environnement humain durable.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 11:19:13

MAROC - victimes françaises de l'attentat de Marrakech

L'attentat de Marrakech survenu le 28 avril a fait 8 victimes et 9 blessés parmi nos compatriotes.

Les dépouilles de nos ressortissants seront rapatriées à Paris le 3 mai par avion spécial.

D'ores et déjà, des rapatriements sanitaires ont été effectués à la demande des blessés ou de leur famille. D'autres interviendront dans les prochains jours.

Le ministre d'État, Alain Juppé, lors d'un entretien téléphonique au lendemain de l'attentat avec son homologue marocain, Fassi Fihri a renouvelé ses remerciements aux autorités marocaines pour leur diligence et leur soutien à nos ressortissants et leurs familles lors de cette tragédie. Il s'est félicité de l'étroite coopération qui a prévalu entre les différents services de l'ambassade de France au Maroc comme ceux du ministère des Affaires étrangères mobilisés à cette occasion.

Il a rappelé les condamnations fermes de la France face à ce crime révoltant et a fait part à son homologue de la "solidarité, de la compassion et du soutien" de notre pays.

Par DCP porte-parolat (DCP), le 02/05/2011 à 11:13:19

Mort d'Oussama Ben Laden.

Je vous rappelle la déclaration du président de la République :

"L'annonce par le Président Obama de la mort d'Oussama Ben Laden à la suite d'une remarquable opération de commando américaine au Pakistan, est un événement majeur de la lutte mondiale contre le terrorisme. La France salue la ténacité des États-Unis qui le recherchaient depuis 10 ans.

Principal responsable des attentats du 11 septembre 2001, Oussama Ben Laden était le promoteur d'une idéologie de haine et le chef d'une organisation terroriste qui a fait des milliers de victimes dans le monde entier, notamment dans les pays musulmans.

Pour ces victimes, justice est faite. Ce matin, la France pense à elles et à leurs familles.

Le fléau du terrorisme subit un échec historique, mais ce n'est pas la fin d'Al-Qaïda. Le combat contre les criminels qui s'en réclament doit se poursuivre sans relâche et rassembler tous les états qui sont victimes de ces crimes."

Pour sa part, Alain Juppé s'est exprimé ce matin sur Europe 1 :

"Nous comprenons et nous partageons la joie du peuple américain. Il faut se souvenir de la tragédie épouvantable qu'ils ont vécue le 11 septembre 2001, vous l'avez rappelé, 3.000

morts, ces attentats très symboliques sur les deux tours jumelles de New York. Et, comme l'a dit le président Obama, le sentiment qu'aujourd'hui justice est faite explique cette explosion de joie du peuple américain, que nous pouvons que partager. (..) Nous nous battons nous aussi contre le terrorisme, un fléau abominable, puisque c'est la lâcheté par excellence, s'attaquer, comme on l'a vu encore, à Marrakech, à des populations innocentes, dans des conditions barbares, c'est quelque chose qui mobilise toutes les démocraties."

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 09:42:27

Question 1

Avez-vous comme Londres demandé aux ambassades françaises dans le monde de revoir leur dispositif de sécurité après la mort d'Oussama ben Laden ?

Par AFP, le 02/05/2011 à 10:31:26

Réponse

Notre vigilance est constante pour veiller à la sécurité de nos communautés à l'étranger ainsi que de nos implantations.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 10:52:20

Question 2

Quelle est votre réaction aux propos du président rwandais Paul Kagamé affirmant clairement, dans une interview, que le ministre d'Etat Alain Juppé n'était pas le bienvenu au Rwanda? (La France ne se réduit pas à M. Juppé, a dit Kagamé)

Par Agence PANA, le 02/05/2011 à 11:10:17

Réponse

La question d'une visite du ministre d'État au Rwanda n'est pas d'actualité.

Les propos que vous rapportez vont à l'encontre d'une relation bilatérale constructive.

Ce message a été transmis aux autorités rwandaises.

Par DCP porte-parolat (DCP), le 02/05/2011 à 11:12:28

Question 3

Est-ce que la France est prête à voter pour reconnaître un état palestinien à l'assemblée générale de l'ONU en septembre? Merci.

Par Bloomberg News, le 02/05/2011 à 11:23:14

Réponse

La France considère qu'il n'y a pas d'alternative à une solution négociée pour mettre un terme au conflit israélo-palestinien. Voilà pourquoi nous plaidons, depuis plusieurs mois maintenant, pour un endossement par le Quartet des paramètres que nous avons définis ici-même le 18 février, afin que puissent reprendre sur cette base des négociations directes entre les parties sur l'ensemble des questions du statut final. Le nouveau report de la réunion du Quartet, que nous déplorons, ne contribue pas à nous rapprocher de cet objectif. Les envoyés du Quartet se réuniront le 5 mai. Ils doivent travailler en ce sens, en vue d'une réunion rapide des principaux.

Une impasse durable du processus de paix n'est pas une option, car elle risque de décrédibiliser la solution des deux États et d'entraîner une dégradation de la situation sur le terrain. La France reste mobilisée pour obtenir des résultats significatifs avant l'échéance fixée par le Quartet en septembre 2011.

La reconnaissance de l'État de Palestine est une des options à laquelle nous réfléchissons actuellement avec nos partenaires européens, dans l'optique de créer un horizon politique à même de relancer le processus de paix. Si nous la retenions, elle devrait favoriser une reprise des négociations sur la base des paramètres internationaux bien connus. Outre la réaffirmation de notre attachement indéfectible à la sécurité d'Israël, elle serait assortie d'un



Point de Presse électronique

Lundi 2 mai 2011 15H32

Déclarations : Bernard Valero, Porte-parole

message politique clair afin de dissuader les deux parties de poursuivre des stratégies unilatérales ou d'imposer des faits accomplis sur le terrain qui nuisent aux efforts de paix.

Par DCP porte-parolat (), le 02/05/2011 à 11:46:14

Pour contacter le porte-parolat : + 33 1 43 17 52 04